

Fusion DGI-DGCP

Petite ou grande boîte, Ne pas se laisser enfermer !

L'été a été propice à de nombreuses rencontres entre le ministère, les organisations syndicales et les associations professionnelles de cadres de la DGI et de la DGCP. Cela a conduit à des expressions, des prises de positions diverses et variées.

La politique de communication du ministère se veut assez habile et est caractéristique de la démarche actuelle de résolution des dossiers.

Schéma simple, voire simpliste : le Président Sarkozy a dit : «*il faut fusionner la DGI et la DGCP*». **C'est un axiome : au sens mathématique du terme, cela n'a pas à être démontré !**

Alors, les ministres mettent sur la table deux boîtes, une grande et une petite, et demandent à chacun d'en choisir une.

Mais le contenu de ces boîtes est vide, immensément vide ! Mais, cela n'empêche pas de multiples commentaires, des supputations en tous sens. Des inquiétudes légitimes se font jour, amplifiées par l'imprécision des projets et la porte est ouverte à toutes les imaginations.

Certains y voient un avenir radieux mais surtout au détriment d'autres collègues de l'autre administration ! Les partisans de la petite boîte se disent qu'en étant plus compacte elle pourrait être plus solide, ceux de la grande y voient des possibilités d'expansion, sans qu'aucun élément issu des discours des ministres ne permette d'étayer ces visions.

Mais au delà d'un futur cadre de travail, où est le débat sur l'avenir des missions ? Où est le débat sur le mode

de pilotage des services ? Où est le débat sur les moyens accordés pour l'accomplissement des missions ?

Que devient le rapport entre les administrations et les usagers, la conception du rôle de l'Etat ?

Quelles sont les garanties collectives futures des agents et des cadres, quelles rémunérations ?

Il est donc légitime d'être prudent face aux deux schémas proposés. Et c'est pourquoi sur cette question la Fédération des Finances CGT et ses syndicats des impôts et du trésor se refusent à exprimer un choix.

Cela ne veut pas dire que tout doit rester en l'état. La situation dans les services n'est pas au beau fixe c'est le moins que l'on puisse dire dans cette rentrée morose. Les annonces de nouvelles suppressions d'emplois couplées avec des départs très importants à la retraite videront de nouveau les services. La conception de la politique fiscale de ce gouvernement (cf. discours de Sarkozy) pose même la question de l'avenir du contrôle fiscal. La politique de rigueur (cf. discours de Lagarde) augure mal de progrès pour les fonctionnaires.

L'absence d'augmentation salariale pour 2007 est pour l'instant la réalité.

Alors, petite boîte ou grande boîte, ce n'est pas cette réalité que vivent les agents et les cadres au quotidien, ils ont depuis longtemps oublié l'illusion de l'emballage.

Le SNADGI-CGT a des valeurs, des conceptions de la fiscalité et du service public, des revendications à porter pour l'amélioration des missions, les conditions de vie au travail, la réelle reconnaissance des qualifications et l'augmentation des salaires.

C'est sur ces bases, et non en restreignant sa réflexion à des schémas imposés par le ministère que le SNADGI-CGT abordera cette rentrée.

